



**PRÉFET  
DES ALPES-  
MARITIMES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
64-66 Route de Grenoble  
Tour Hermès  
06200 NICE

Nice, le 15/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AZELIS**

8-14 Avenue de l'Arche  
92400 Courbevoie

Références : 2025\_452  
Code AIOT : 0006410738

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2025 dans l'établissement AZELIS implanté 45 BD MARCEL PAGNOL 06130 GRASSE. L'inspection a été annoncée le 04/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AZELIS
- 45 BD MARCEL PAGNOL 06130 GRASSE
- Code AIOT : 0006410738
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise AZELIS est spécialisée dans le stockage et la production d'huiles ou de mélange d'huiles essentielles naturelles et d'huiles essentielles de synthèse.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Maintenance, évolution du POI	Arrêté Préfectoral du 13/08/2014, article 71.8.3 – APMD n°365 du 13 août 2018	Demande d'action corrective - 3 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/08/2014, article 3.1 – APMD n°365 du 13 août 2018	Levée de mise en demeure
2	Déchets	Arrêté Préfectoral du 13/08/2014, article 5.1.1– APMD n°365 du 13 août 2018	Levée de mise en demeure
3	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 13/08/2014, article 7.5.3 – APMD n°365 du 13 août 2018	Levée de mise en demeure
5	Conformité des constructions	Arrêté Préfectoral du 13/08/2014, article 7.1.9– APMD n°365 du 13 août 2018	Levée de mise en demeure
6	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 13/08/2014, article 7.2.5– APMD n°365 du 13 août 2018	Levée de mise en demeure
7	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 13/08/2014, article 7.1.7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entreprise AZELIS s'est conformée en partie à l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Ayant changé de dirigeant en 2019, l'entreprise connaît des difficultés financières, ces dernières ont entraîné une baisse drastique de production.

Les quantités stockées et produites ne correspondent plus aux quantités autorisées par le passé. Afin de régulariser sa situation administrative et de simplifier la gestion du site de production l'exploitant souhaite changer de procédure de gestion en se déclassant en site à déclaration.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2014, article 3.1 – APMD n°365 du 13 août 2018
<b>Thème(s) :</b> Autre, COV
<b>Prescription contrôlée :</b>  « ... L'exploitant réalise un inventaire des sources d'émission en COV canalisés et diffus. La liste des sources d'émission est actualisée annuellement et tenue à disposition de l'inspection des installations classées. [...] L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un dossier contenant les schémas de circulation des liquides inflammables dans l'installation, la liste des équipements inventoriés et ceux faisant l'objet d'une qualification des flux de COV, les résultats des campagnes de mesure et le compte rendu des éventuelles actions de réduction des émissions réalisées... »

**Constats :**

Le jour de la visite l'exploitant a transmis à l'inspection les résultats des mesures des émissions atmosphériques réalisées en janvier 2025 par bureau VERITAS (réf : 354683109.1.R). Le rapport montre que les rejets atmosphériques sont conformes. L'exploitant indique à l'inspection avoir réalisé de nouvelles mesures en juillet 2025, il est en attente du rapport.

L'exploitant a également transmis un schéma permettant d'identifier les différentes sources d'émission.

Enfin, l'exploitant dispose, dans le plan de défense incendie, d'un plan de localisation des différents stockages de liquides inflammables.

Par ailleurs, le jour de la visite, l'exploitant a signifié à l'inspection souhaiter déclasser l'activité de son site et passer au régime de la déclaration. L'inspection est en attente des éléments.

La prescription est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 2 : Déchet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/08/2014, article 5.1.1 – APMD n°365 du 13 août 2018

**Thème(s) :** Autre, Qualification

**Prescription contrôlée :**

« ... L'exploitant est tenu de qualifier au moins une fois par an les déchets qu'il produit sur la base de la recherche des propriétés de dangers définies à l'article R.541-8 du code de l'environnement annexe I. Les justificatifs de la qualification et les modalités de constitution de l'échantillon sont annexés au registre cité à l'article 5.1.6... »

**Constats :**

Le jour de la visite l'exploitant a présenté à l'inspection la synthèse des déchets renseignée dans le logiciel GEREPE pour l'année 2024.

L'exploitant a qualifié les différents déchets traités : eaux de lavage, solvants, déchets divers, emballages, déchets organiques, fer, produits chimiques...

Sur site les différentes bennes sont identifiées et permettent un tri efficace.

La mise en demeure est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 3 : Défense incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/08/2014, article 7.5.3 – APMD n°365 du 13 août 2018

**Thème(s) :** Autre, Vérifications périodiques

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite l'exploitant a présenté à l'inspection un compte rendu de vérification périodique des installations électriques (réf : Bureau Veritas 8635899/1.71.Q18). Le contrôle a été réalisé le 24 janvier 2025, le précédent contrôle avait eu lieu le 16/01/2024. La vérification a porté sur l'ensemble des installations électriques. Ce contrôle met en évidence la présence de trois non conformités non traitées depuis le dernier contrôle.</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection un bon d'intervention pour la vérification du système de désenfumage, des BAES et des extincteurs. Une remarque est notée pour les extincteurs, deux sont à changer (n°20 et n°28).</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est responsable de la conformité électrique des installations qu'il exploite à tout moment.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

#### N° 4 : Maintenance, évolution du POI

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2014, article 7.1.8.3 – APMD n°365 du 13 août 2018</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Maintenance, évolution du POI a) L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI ; cela inclut notamment : - l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du POI et/ou des moyens d'intervention (avec la présence des sapeurs pompiers dans la mesure du possible...), ... »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un POI à jour. Cependant, le jour de la visite l'exploitant a présenté à l'inspection le plan de défense incendie élaboré en juin 2025. Le document a été transmis au service incendie avec lesquels rendez-vous est pris à la rentrée pour valider ce dernier. Le document comporte un schéma d'alerte suite à la détection d'un incendie, la liste des différents interlocuteurs, des plans du site, les consignes d'évacuation... L'exploitant indique par mail du 29/08/2025 que le PDI vient en remplacement du POI créée en 2017 qu'il joint par mail. L'exploitant indique à l'inspection ne pas réaliser d'exercice d'évacuation. Par ailleurs l'exploitant a transmis les rapports de vérification (réalisés par PROTEXIA incendie) des poteaux incendie, ces derniers ne révèlent pas d'anomalie.</p>

L'exploitant a indiqué par courrier du 8 août 2025 à l'inspection souhaiter déclasser son site de production : le site est désormais soumis au régime de la déclaration. Le POI ne sera plus obligatoire. Dans l'attente, les dispositions rappelées ci dessus sont applicables.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Délai :</b> 1 mois

#### N° 5 : Conformité des constructions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2014, article 7.1.9 – APMD n°365 du 13 août 2018
<b>Thème(s) :</b> Autre, Rapport de récolement
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>« La mise en exploitation des activités et installations réglementées par le présent arrêté intervient après que l'exploitant dispose d'un rapport vierge de toute observation péjorative du récolement de la conformité des constructions nouvelles aux prescriptions des articles suivants, par un organisme compétent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Comportement au feu des cellules de stockages</li> <li>– Comportement au feu de l'atelier mélange</li> <li>– Article 7.2.3 essai hydraulique de réservoir</li> <li>– Matériels utilisables en atmosphères explosibles</li> <li>– Installations électriques</li> </ul> <p>Ces rapports et les rapports périodiques ultérieurs sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<b>Constats :</b>  <p>Le jour de la visite l'exploitant a présenté à l'inspection le rapport d'adéquation du bâtiment aux prescriptions de sécurité passive et active de l'arrêté préfectoral d'exploitation n° 14688. L'exploitant a également présenté l'attestation de conformité de la citerne souple incendie.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 6 : Défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2014, article 7.2.5 – APMD n°365 du 13 août 2018
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réserve en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] - réserve en eau de 120m <sup>3</sup> ; [...] »
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite l'inspection a constaté la présence d'une citerne souple incendie de 120m <sup>3</sup> à l'extérieur du bâtiment. L'exploitant a transmis l'attestation de conformité de cette dernière (CITERNEO - n°EN-CM-06). La citerne est conforme aux recommandations du SDIS et au référentiel national de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI).  La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 7 : Défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2014, article 71.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, PDI
<b>Prescription contrôlée :</b>  « [...] La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux trois alinéas précédents, en moins de trois heures après le début de l'incendie. Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. »
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite l'exploitant a présenté à l'inspection le plan de défense incendie élaboré en juin 2025. Le document a été transmis au service incendie avec lesquels rendez-vous est pris à la rentrée pour valider ce dernier. L'entreprise ayant beaucoup diminué son activité, les scénarios de références ne sont plus d'actualité. Enfin, l'entreprise souhaitant désormais être gérée par la procédure déclaration cette prescription ne sera plus adaptée si la procédure de déclassement est suivie à son terme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite